

échanges et du marché, a-t-il soutenu, introduit dans les esprits les idées d'impartialité, d'égalité, de droits et de libertés. Cependant, la libéralisation des échanges et du marché n'est pas le seul facteur qui conduise à la liberté de la presse. Il y faut aussi une volonté politique de la part du gouvernement. En 1990, le gouvernement chinois a promulgué une loi sur la presse, dont l'article 7 prévoit les fonctions suivantes pour les journaux :

- 1) éduquer,
- 2) informer et instruire le peuple,
- 3) divertir,
- 4) aider le public à exprimer ses opinions,
- 5) surveiller le fonctionnement de l'État.

Il est important, selon M. Yang, d'examiner les conséquences pratiques des textes législatifs et réglementaires. Ainsi, dans les années 80, on a demandé à la rédaction d'un certain journal de critiquer les fonctionnaires du Parti dans le cadre d'une politique gouvernementale visant à « informer le peuple ». À partir de ce moment, la presse a commencé à jouer le rôle d'une sorte de comité de vigilance. Il subsiste cependant une grande ambiguïté dans la définition du rôle de la presse chinoise. Bien qu'il ne soit pas clairement établi jusqu'où elle peut aller, la presse chinoise est aujourd'hui plus libre et plus ouverte qu'elle ne l'était avant les réformes économiques.

M. Andreas Harsono, Alliance indonésienne des journalistes indépendants

S'aidant d'un rétroprojecteur, M. Harsono a fait un tour d'horizon politique et démographique de l'Indonésie. Il a ainsi présenté un tableau permettant de se faire une idée des divers groupes socio-politiques et de leurs institutions, plus ou moins imbriquées les unes dans les autres (musulmans, nationalistes, chrétiens et appareil militaire).

Il a rappelé que la presse écrite indonésienne, dans le passé, s'était montrée critique à l'égard du gouvernement et plutôt de gauche. À partir de 1945, elle est devenue plus libérale. Le gouvernement indonésien a adopté le système japonais d'attribution de licences. La participation étrangère est interdite dans la presse indonésienne. Celle-ci, du fait de l'ingérence militaire dans la vie politique, fait l'objet d'une censure rigoureuse. De même, les publications étrangères sont censurées avant que leur diffusion ne soit autorisée sur le territoire national.

En juin 1994, les hebdomadaires d'information *Tempo*, *Detik* et *Editor* ont été fermés pour avoir critiqué le gouvernement pendant les travaux de l'APEC. Plus de 80 journalistes ont ainsi perdu leur emploi ou leur chronique, cinq ont été emprisonnés et un autre a été tué. Le PWI, le syndicat de journalistes approuvé par l'État, a déclaré publiquement que ces mesures étaient « compréhensibles ». Un certain nombre de jeunes